

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

PARTIE PERMANENTE  
Administration Centrale

**CIRCULAIRE N° 718 A**

relative à l'application des dispositions de la loi n° 89-1013 du 31 décembre 1989 et du décret n° 90-881 du 26 septembre 1990 relatives à l'attribution du titre de prisonnier du Viet-Minh.

*Du 8 octobre 1990*

**CIRCULAIRE N° 718 A relative à l'application des dispositions de la loi n° 89-1013 du 31 décembre 1989 et du décret n° 90-881 du 26 septembre 1990 relatives à l'attribution du titre de prisonnier du Viet-Minh.**

*Du 8 octobre 1990*

NOR A C V P 9 0 2 0 0 8 1 C

---

*Pièce(s) Jointe(s) :*

Deux annexes

*Classement dans l'édition méthodique :* BOEM 364-0.3.1.3.5.

*Référence de publication :* N.I BO.

---

MM. les PRÉFETS de RÉGION (directions interdépartementales des anciens combattants).

M. le CHEF du SERVICE des anciens combattants à CHATEAU-CHINON.

MM. les DIRECTEURS des SERVICES des anciens combattants en ALGÉRIE, au MAROC et en TUNISIE.

La loi 89-1013 du 31 décembre 1989 , publiée au Journal officiel du 3 janvier 1990, p. 63, dont les conditions d'application ont été fixées par le décret 90-881 du 26 septembre 1990 , publié au Journal officiel du 2 octobre 1990, p. 11.961, a défini le statut et les droits des prisonniers du « Viet-Minh ».

La présente instruction a pour objet de commenter les dispositions de la loi et du décret relatives à l'attribution du titre de prisonnier du « Viet-Minh ».

**CHAPITRE I.**

**CONDITIONS MISES À LA RECONNAISSANCE DU TITRE DE PRISONNIER DU « VIET-MINH ».**

Aux termes de l'article 1er de la loi :

« Le statut de prisonnier du « Viet-Minh » s'applique aux militaires de l'armée française et aux Français ou ressortissants français qui, capturés par l'organisation dite « Viet-Minh » entre le 16 août 1945 et le 20 juillet 1954, sont décédés en détention ou sont restés détenus pendant au moins trois mois.

« Toutefois, aucune durée minimum de détention n'est exigée des personnes qui se sont évadées ou qui présentent, du fait d'une blessure ou d'une maladie, une infirmité dont l'origine est reconnue imputable à la captivité par preuve dans les conditions fixées à l'article L. 2 ou au premier alinéa de l'article L. 213 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ».

On examinera successivement les conditions d'application du statut tenant à la victime, puis celles tenant à sa capture et aux conditions de sa captivité.

*Section I.*

***Condition tenant à la victime.***

Le statut recouvre deux catégories de prisonniers des camps du « Viet-Minh » : les militaires et les victimes civiles. Toutefois, il est prévu dans les deux cas d'attribuer le même titre dans les conditions alternatives définies ci-après.

## A. ÊTRE MILITAIRE DE L'ARMÉE FRANÇAISE.

Cette condition n'appelle pas d'observations particulières, sauf à préciser que les catégories suivantes rentrent dans le champ d'application de la loi :

1. les militaires de l'armée française mis à la disposition des forces armées des Etats associés, notamment pour assurer l'encadrement d'unités régulières ou supplétives desdites forces ;
2. les supplétifs de l'armée française ayant servi dans des unités de partisans ou des « compagnies légères de partisans locaux », sous réserve que ces unités et compagnies aient été encadrées par des gradés français ; les services de l'espèce sont en effet assimilés par le décret 84-158 du 01 mars 1984 (1) à des services militaires au sens de l'article L. 5 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

A contrario, sont exclus du statut les militaires et supplétifs des forces armées des Etats associés (notamment armée nationale vietnamienne), quelle que soit leur nationalité à la date de la capture.

## B. ÊTRE UN PRISONNIER CIVIL FRANÇAIS OU RESSORTISSANT FRANÇAIS.

Contrairement aux militaires, les victimes civiles doivent remplir une condition de nationalité à la date du fait dommageable, c'est-à-dire de la capture, ainsi qu'à la date de la demande d'attribution du titre.

### 1° Condition de nationalité à la date de la capture

La loi précitée du 31 décembre 1989 exige que les prisonniers civils du « Viet-Minh » possèdent soit la qualité de Français, soit celle de ressortissant français, c'est-à-dire, en l'espèce, de sujet ou de protégé français, à la date de leur capture.

Pour l'application de cette condition, il convient d'examiner la situation particulière des sujets français et protégés français originaires du Vietnam, du Laos et du Cambodge.

*a* La situation juridique des autochtones de l'Indochine était, en 1945, la suivante :

- les ressortissants de la colonie française de Cochinchine et des trois concessions françaises de Hanoï, Haiphong et Tourane étaient sujets français en ce sens qu'ils avaient la nationalité française assortie d'un statut civil spécial ;
- les ressortissants des protectorats de l'Annam, du Tonkin, du Cambodge et du Laos possédaient la qualité de protégé français.

*b* Les intéressés ont perdu tout lien d'allégeance avec la France :

- au 2 février 1950, date de la loi ratifiant les actes relatifs à l'indépendance du Vietnam, du Cambodge et du Laos (1) , pour les protégés français originaires des territoires relevant de ces Etats.
- au 16 août 1955, date d'entrée en vigueur de la convention franco-vietnamienne sur la nationalité (2) , pour les sujets français originaires du Vietnam (cf. en ANNEXE I copie de la lettre du ministre des affaires étrangères en date du 15 février 1968) ;

*c* Les protégés français d'Indochine ayant accédé à la nationalité française par le jeu d'une naturalisation avant le changement de statut de leur territoire d'origine ont conservé le bénéfice de leur naturalisation après ce changement de statut.

### 2° Condition de nationalité à la date du dépôt de la demande de titre

Conformément au principe général applicable à l'ensemble des victimes civiles, les prisonniers civils du « Viet-Minh » doivent posséder la nationalité française à la date du dépôt de la demande du titre.

## *Section II* **Conditions tenant à la captivité.**

### **A. LA NOTION DE CAPTURE**

#### **1° Définition**

La capture doit avoir été effectuée par le « Viet-Minh ». Par ce vocable, on désigne les forces rebelles vietnamiennes qui, sous plusieurs dénominations successives, se sont opposées par les armes de 1945 à 1954 à la présence française au Vietnam.

La capture doit être intervenue entre le 16 août 1945, lendemain de la capitulation du Japon, et le 20 juillet 1954, date de la signature des Accords de Genève avec le « Viet-Minh » et de la proclamation de l'armistice. Toutefois, l'article 11 desdits Accords précise qu'en raison du temps effectivement nécessaire à la transmission de l'ordre de cessez-le-feu jusqu'aux plus petits échelons des forces combattantes des deux parties en présence, les dates de l'arrêt des hostilités interviendraient à des dates différentes, par secteurs d'opérations (par exemple, 27 juillet 1954 pour le Nord-Vietnam). En conséquence, les détentions faisant suite à des captures éventuellement survenues dans les jours suivant la signature des Accords de Genève seraient encore susceptibles d'ouvrir droit au statut.

Lorsqu'un enfant naît pendant la détention de sa mère, il est réputé avoir été capturé à la date de sa naissance.

#### **2° Cas d'exclusion**

##### ***a) Les déserteurs***

L'exigence d'une capture exclut du statut les très rares déserteurs qui se sont ralliés aux forces rebelles. Si les désertions de l'espèce ont été amnistiées en 1966, les faits demeurent néanmoins et font obstacle à toute reconnaissance du statut.

##### ***b) Les prisonniers militaires et civils des camps japonais passés sous le contrôle du « Viet-Minh ».***

Il peut se trouver que des personnes capturées par l'armée japonaise et internées soit en tant que prisonnier de guerre soit en tant qu'otage civil aient été maintenues en détention après le 15 août 1945 par le « Viet-Minh », à la suite du transfert à cette organisation du contrôle de certains camps par l'ennemi vaincu.

Le statut de prisonnier du « Viet-Minh » ne peut être reconnu aux intéressés pour le double motif qu'ils n'ont pas été capturés par le « Viet-Minh » et que leur capture est antérieure au 16 août 1945. En revanche, le statut des déportés et internés peut leur être appliqué pour l'ensemble de la période.

##### ***c) Les prisonniers civils ex-protégés français capturés après le 2 février 1950***

En ce qui concerne les prisonniers civils autochtones, la capture n'ouvre pas droit au titre de prisonnier du « Viet-Minh » si elle est intervenue après la date à laquelle les intéressés ont perdu tout lien d'allégeance avec la France, c'est-à-dire, pour les ex-protégés français, après le 2 février 1960. Ce cas de figure ne peut en revanche pas se produire pour les ex-sujets français puisque ceux-ci n'ont perdu cette qualité qu'au 16 août 1955, soit postérieurement au 20 juillet 1954, date des ultimes captures.

### **B. LES CARACTÉRISTIQUES DE LA DÉTENTION**

Le statut s'applique aux militaires ou civils visés aux sections précédentes qui sont :

1. soit décédés en détention, quelle qu'ait été la durée de cette détention ;

2. soit restés détenus pendant au moins trois mois, consécutifs ou non ;
3. soit évadés ;
4. soit atteints d'infirmités résultant d'une maladie ou d'une blessure dont l'origine est reconnue imputable à la détention par preuve dans les conditions fixées pour les militaires à l'article L. 2 pour les victimes civiles au 1er alinéa de l'article L. 213 du code.

Cette dernière condition nécessite un commentaire particulier :

- a). il est exigé que l'origine de l'infirmité soit reconnue par preuve, ce qui, d'une part, nécessite que l'infirmité atteigne le minimum indemnisable, faute de quoi son origine n'est jamais recherchée, et d'autre part, exclut l'imputabilité de l'infirmité par preuve d'aggravation à la captivité ;
- b). la loi exige que l'imputabilité à la captivité soit établie par preuve au sens des articles L. 2 et L. 213, alinéa 1er, du code, ce qui exclut l'imputabilité par « preuve » au sens du décret n° 73-74 du 18 janvier 1973 validé par la loi 83-1109 du 21 décembre 1983 . En effet, ledit décret impose seulement au postulant à pension de prouver que sa maladie a été constatée à une certaine époque (dans un délai suivant le rapatriement ou même, pour quelques infirmités, au moment de l'expertise du centre de réforme consécutive à la demande de pension) mais non d'établir l'imputabilité de celle-ci à un fait précis de la captivité, contrairement à ce qu'exige l'article L. 2 et, par analogie, l'article L. 213 dans l'interprétation qu'en donne la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Partant non plus de l'article L. 2 mais du décret du 16 janvier 1973 modifié, on peut aussi estimer que si ce texte prévoit pour les prisonniers de guerre détenus dans des « camps durs » l'imputabilité d'infirmités bien précises sous certaines conditions, il n'a pas pour autant lié la délivrance d'un quelconque statut à la reconnaissance de l'imputabilité de ces affections.

## **CHAPITRE II**

### **MODALITÉS D'ATTRIBUTION DU TITRE DE PRISONNIER DU « VIET-MINH »**

Aux termes de l'article 2 de la loi, « le titre de “prisonnier du "Viet-Minh”” est attribué par le ministre chargé des anciens combattants et des victimes de guerre, sur demande de l'intéressé ou de ses ayants cause, après avis d'une commission, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat ».

#### *Section I*

#### ***Dépôt des demandes d'attribution du titre de prisonnier du « Viet-Minh ».***

Les demandes doivent être faites en un seul exemplaire en utilisant le formulaire spécial prévu à cet effet et mis par l'Administration, à la disposition des intéressés (cf. ANNEXE II ). Ce formulaire a été établi de telle sorte que le demandeur donne tous les renseignements utiles à l'examen de son cas.

#### **A. PERSONNES HABILITÉES À PRÉSENTER LES DEMANDES.**

D'après les dispositions du dernier alinéa de l'article 1er du décret du ces personnes sont :

1. le prisonnier du « Viet-Minh » lui-même ;
2. lorsque le prisonnier du « Viet-Minh » est décédé ou a disparu, le conjoint survivant, un descendant ou un ascendant.

Il est précisé que la reconnaissance à titre posthume du statut de prisonnier du « Viet-Minh » à un ex-prisonnier civil est subordonnée à la possession par ce dernier de la nationalité française ou de la qualité de ressortissant français à la date de son décès.

## B. SERVICE DESTINATAIRE DE LA DEMANDE.

Le service destinataire de la demande est déterminé en fonction de la résidence du postulant :

1. Direction interdépartementale des anciens combattants et des victimes de guerre dans la circonscription de laquelle se trouve la résidence du demandeur, si celui-ci réside en Métropole ;
2. Administration centrale du secrétariat d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre (Direction des pensions, de la réinsertion sociale et des statuts, Sous-Direction de la réglementation et des statuts, 6ème bureau — statuts) dans les autres cas ; ce service doit être saisi par l'intermédiaire du Consulat si le postulant réside à l'étranger.

### *Section II.*

#### ***Procédure d'instruction des demandes.***

L'instruction de la demande est assurée par le service qui l'a reçue. Il appartiendra au demandeur :

- de fournir les pièces dont la liste figure à la dernière page du formulaire reproduit en annexe II, notamment celles de nature à établir la matérialité des faits en rapport avec la capture et la détention ;
- de prouver, le cas échéant, l'imputabilité à la détention de l'origine des infirmités qu'il entend y rattacher.

## A. PREUVE DE LA MATÉRIALITÉ DES FAITS.

Les déclarations du postulant relatives à la matérialité des faits en rapport avec la capture et la détention seront vérifiées par le service instructeur en consultant le dossier primitif de pension ou de rejet de demande de pension, s'il en existe un (A) , ou à défaut :

### **1. Pour les personnels militaires,**

en demandant à l'organisme militaire compétent la communication directe de l'état signalétique et des services. Toutefois, dans le cas particulier des militaires décédés en captivité, l'état signalétique et des services figure en principe dans le dossier détenu par les archives de l'état-civil militaire gérées par la Mission permanente aux commémorations et à l'information historique (Département du Patrimoine), à laquelle le service instructeur s'adressera.

### **2. Pour les victimes civiles,**

en s'adressant à l'organisme suivant :

Ministère chargé de la Culture

Direction des Archives de France — Dépôt des archives d'outre-mer

29, Chemin du Moulin de Testas 13090 AIX EN PROVENCE

Le postulant qui détiendrait des pièces officielles prouvant la matérialité des faits en communiquera l'original au service instructeur. Ledit service en établira une photocopie qu'il certifiera conforme à l'original et qu'il versera au dossier. L'original sera ensuite restitué au postulant.

A défaut de pièces officielles, le demandeur sera invité à fournir au moins deux attestations, certifiées sur l'honneur, de personnes ayant été à même de connaître les faits par leur situation ou leurs fonctions.

## B PREUVE DE L'IMPUTABILITÉ DE L'ORIGINE D'UNE INFIRMITÉ À LA CAPTIVITÉ

Pour attribuer le titre de prisonnier du « Viet-Minh », la loi impose de rapporter la preuve de l'imputabilité de l'origine d'au moins une infirmité à la captivité lorsque la détention a duré moins de trois mois et n'a pas pris fin par suite d'évasion. Cette condition subsidiaire a fait l'objet d'un commentaire au chapitre I de la présente circulaire.

La recherche d'imputabilité ne peut se concevoir si une condition essentielle du droit à la carte fait défaut, celle relative à la durée mise à part (notamment, désertion, militaire appartenant à une armée autre que l'armée française, victime civile sans lien d'allégeance avec la France à la date de sa capture).

Conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat, c'est au postulant qu'il appartient de prouver que l'infirmité qu'il invoque trouve son origine dans la période de captivité. Cette preuve peut être rapportée par tous moyens tels que concession antérieure d'une pension au titre de cette période de captivité sur le fondement des articles L. 2 ou L. 213 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, constat établi après la libération ou l'évasion, attestations sur l'honneur. Le service instructeur aura à apprécier la valeur des éléments de preuve produits et à saisir en cas de besoin la commission consultative médicale pour avis sur la ou les infirmités que le postulant entend rattacher à sa captivité, faute de remplir la condition de durée requise.

Dans le cas qui lui seront soumis, la commission consultative médicale devra se prononcer sur le taux de l'infirmité en cause et, si celui-ci atteint au moins 10 %, sur l'imputabilité par preuve à la détention au sens des articles susvisés, en précisant s'il s'agit d'une preuve d'origine ou d'aggravation.

### *Section III.* ***Procédure d'attribution du titre.***

Les dossiers afférents aux demandes de titre déposées par des ressortissants résidant en Métropole sont adressés par les Directions interdépartementales des anciens combattants, après instruction administrative, à la commission des prisonniers du « Viet-Minh », qui siège auprès du secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre. Le secrétariat de cette commission est assuré par la Direction des pensions, de la réinsertion sociale et des statuts (sous-direction de la réglementation et des statuts, 6ème bureau — statuts).

Pour permettre au service destinataire de vérifier rapidement si aucun dossier ne s'est égaré au cours de la transmission, tous les dossiers de demandes doivent être adressés sous bordereaux numérotés de un à la suite. Un double de chaque bordereau sera conservé par la Direction interdépartementale.

Les demandes de titres insuffisamment instruites seront systématiquement retournées au service expéditeur par le secrétariat de la commission pour complément d'information.

#### **A. SAISINE ET FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DES PRISONNIERS DU « VIET-MINH »**

La commission des prisonniers du « Viet-Minh », dont la composition est fixée par l'article 2 du décret d'application susvisé, est obligatoirement saisie tant des dossiers instruits par les Directions interdépartementales que de ceux instruits directement par l'administration centrale, et ceci, même dans l'hypothèse où il apparaîtrait qu'une condition essentielle du droit à la carte fait défaut.

La commission se réunit sur convocation de son président, qui fixe l'ordre du jour des séances.

Il appartient au président de la commission d'organiser les travaux de telle sorte que les avis nécessaires soient rapidement recueillis. Pour parvenir à ce résultat, la commission peut, sur proposition de son président, n'examiner en détail que les cas types ou litigieux, afin qu'au cours de la même séance, un avis unique soit donné sur les demandes sensiblement identiques. Si cette solution est adoptée, les dossiers doivent être mis, avant la séance, à la disposition des membres de la commission qui désirent les consulter.

Sauf urgence, les membres de la commission reçoivent, cinq jours au moins avant la date de leur réunion, une convocation écrite comportant la liste des dossiers soumis à leur délibération.

La commission ne délibère valablement que si la moitié du nombre des membres la composant, dont deux représentants des prisonniers du « Viet-Minh », sont présents.

Lorsque le quorum n'est pas atteint sur un ordre du jour donné, la commission délibère valablement sans condition de quorum après qu'une nouvelle convocation, portant sur le même ordre du jour et spécifiant qu'aucun quorum ne sera exigé, ait été adressée aux membres de la commission dans les cinq jours suivant la date de la réunion initiale.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Un procès-verbal, établi après chaque séance, indique le nom et la qualité des participants, les références des dossiers et le sens de chacune des délibérations.

L'avis motivé de la commission, précédé de la date de la séance au cours de laquelle il a été donné, doit figurer à l'endroit prévu à cet effet sur la page 3 de la demande.

Les fonctions de secrétaire et de rapporteur sont assurées par des agents de l'administration centrale du secrétariat d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre.

## B. LA DÉCISION MINISTÉRIELLE.

Après avis de la commission des prisonniers du « Viet-Minh », le secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre statue sur les demandes du titre de prisonnier du « Viet-Minh » et prend une décision d'attribution ou de rejet. Cette décision est notifiée au postulant.

Lorsque la décision doit être motivée en application de la loi 79-587 du 11 juillet 1979, la notification est accompagnée des mentions du procès-verbal se rapportant au dossier sur lequel il est statué par cette décision. On indiquera donc dans la notification le sens de l'avis de la commission et, le cas échéant, les circonstances de fait et de droit motivant cet avis qui figureraient au procès-verbal.

Si le titre est attribué, la carte correspondante est établie en triple exemplaire par l'administration centrale, l'un destiné au fichier central, l'autre au fichier interdépartemental et le troisième adressé au demandeur, avec un accusé de réception à détacher.

Ces trois cartes portent la photographie de l'intéressé, s'il a fait lui-même la demande, et la mention « ayant-cause » dans le cas contraire.

Les réponses aux recours gracieux ou contentieux éventuellement formés soit contre les décisions ministérielles, soit contre les décisions de justice les confirmant, seront préparées par la Direction des pensions, de la réinsertion sociale et des statuts (sous-direction de la réglementation et des statuts, 6ème bureau — statuts). De même, les recours de l'Etat contre les jugements des tribunaux administratifs et les arrêts des Cours administratives d'appel seront directement préparés par l'administration centrale.

Les difficultés d'application éventuellement soulevées par la mise en œuvre des présentes directives devront être soumises à la Direction des pensions, de la réinsertion sociale et des statuts (sous-direction de la réglementation et des statuts, 6ème bureau — études générales et réglementation).

Le Secrétaire d'Etat chargé des anciens Combattants et des Victimes de Guerre

André MERIC

## TABLE DES MATIÈRES

### CHAPITRE I. — Conditions mises à la reconnaissance du titre de prisonnier du « Viet-Minh »

#### Section I. — Condition tenant à la victime



A. — Etre militaire de l'armée française

B. — Etre un prisonnier civil français ou ressortissant français.

## Section II. — Conditions tenant à la captivité

A. — La notion de capture

B. — Les caractéristiques de la détention.

## CHAPITRE II. — Modalités d'attribution du titre de prisonnier du « Viet-Minh »

### Section I. — Dépôt des demandes d'attribution du titre de prisonnier du « Viet-Minh »

A. — Personnes habilitées à présenter les demandes

B. — Service destinataire de la demande.

### Section II. — Procédure d'instruction des demandes

A. — Preuve de la matérialité des faits

B. — Preuve de l'imputabilité de l'origine d'une infirmité à la captivité.

### Section III. — Procédure d'attribution du titre

A. — Saisine et fonctionnement de la commission des prisonniers du « Viet-Minh »

B. — La décision ministérielle.

## ANNEXES

— ANNEXE I : Observations du ministre des affaires étrangères sur la portée à donner à la convention franco-vietnamienne du 16 août 1955 sur la nationalité.

— ANNEXE II : Formulaire de demande d'attribution du titre de prisonnier du « Viet-Minh ».

---

(A) Dossier à réclamer au Service des pensions des armées, section « Courrier-Archives », 17016 LA ROCHELLE CEDEX, s'il s'agit d'un militaire, ou au service des pensions de la direction interdépartementale compétente, s'il s'agit d'un ex-supplétif ou d'un civil.

(1) Loi 50-142 du 02 février 1950 , publiée au J.O. du 2 février 1950, p. 1192.

(2) Publiée au Journal officiel du 3 mai 1959.

## ANNEXE I

Observations du ministre des affaires étrangères sur la portée à nommer à la convention franco-vietnamienne du 16 août 1955 sur la nationalité.

IS/AM

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Paris le Fév. 1968-000886

Direction des conventions administratives et des affaires consulaires

23 rue La Pelouse Paris (XVIe)

RLE 52 00

### CONVENTIONS

Réf. à

ppeler : CA.T.81.N.(6)

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A MONSIEUR LE MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Direction des Pensions

Bureau des Etudes Générales et de la Réglementation des Pensions

139 Rue de Berrey

PARIS XIIe

S Portée de la Convention

franco-vietnamienne du 1er août 1955

à l'égard des Cochinchinois.

Par lettre n° 464/CS du 24 octobre 1967 vous avez bien voulu me demander, à propos du cas particulier de M. ... de vous faire connaître l'interprétation qu'il convient de donner de la convention franco-vietnamienne du 1er août 1955 sur la nationalité, en ce qui concerne les Cochinchinois.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que cette affaire appelle les observations ci-après : d'une façon générale, il a été admis que la législation spéciale relative à la nationalité, en vigueur en Indochine avant l'accession de ce territoire à la souveraineté internationale, continuait à savoir force obligatoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la convention franco-vietnamienne sur la nationalité du 16 août 1955. Ce principe, affirmé d'ailleurs dans l'exposé des motifs du projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la dite Convention et déposé le 17 avril 1956, s'appuyait sur les dispositions du titre V de l'échange de lettres du 8 mars 1949 selon lesquelles « la loi applicable, par les tribunaux du Vietnam sera la loi française toutes les fois qu'un français sera en cause ». Il a d'ailleurs été confirmé par divers articles de la Convention, au moins implicitement, articles qui réservent les droits acquis depuis 1949 sous l'empire de la législation spéciale.

Aux termes de l'article 33 de la Convention en cause « ont la nationalité vietnamienne, en quelques lieux qu'ils se fussent trouvés au 8 mars 1949, les anciens sujets français originaires du Sud Vietnam (Cochinchine)... » On ne saurait inférer de la mention de cette date du 8 mars, dans cet article, que ses auteurs ont entendu, pour

les sujets français originaires du Vietnam, déroger au principe posé par l'échange de lettres du 8 mars 1949 et conférer un caractère rétroactif à la Convention de 1955. Déduire en effet de cette seule mention, et en l'absence de dispositions formelles à cet égard, que les deux Gouvernements ont confirmé que le changement de nationalité de ces sujets français était intervenu en même temps que la substitution de souveraineté, serait une démarche contraire à la règle fondamentale d'interprétation stricte des traités.

Il résulte des considérations qui précèdent que les sujets français originaires du Vietnam, les Cochinchinois en particulier, doivent être considérés comme ayant conservé la qualité de sujets français, jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention de 1955. Je précise que le Ministère de la Justice, interrogé à ce sujet par mes soins, a exprimé un point de vue identique./.

Y. JEANNOT

## ANNEXE II

Formulaire de demande d'attribution du titre de prisonnier du "Viet-Minh"

(diffusé aux services extérieurs en août 1990)

**SECRETARIAT D'ETAT  
CHARGE DES ANCIENS COMBATTANTS  
ET DES VICTIMES DE GUERRE**

Direction Interdépartementale



de

**DEMANDE DU TITRE DE PRISONNIER DU "VIET-MINH"**

*(Loi n° 89-1013 du 31 décembre 1989, art. 2)*

**DEMANDEUR**

Nom patronymique :  
*(nom de naissance)*

Nom d'usage :  
*(facultatif, c'est-à-dire : nom de l'époux(se), veuf(ve), divorcée : nom de l'autre parent, accolé au nom patronymique)*

Prénoms :

né(e) le : ..... à .....

Nationalité française :

☐ OUI

☐ NON

Adresse :

Etes-vous

☐

EX-PRISONNIER

☐

AYANT-CAUSE

☐

conjoint survivant

☐

descendant

☐

ascendant

**ETAT-CIVIL DU PRISONNIER (décédé)**

(à ne remplir que si le demandeur est un ayant-cause)

Nom patronymique :  
*(nom de naissance)*

Nom d'usage :  
*(facultatif, c'est-à-dire : nom de l'époux(se), veuf(ve), divorcée : nom de l'autre parent, accolé au nom patronymique)*

Prénoms :

né(e) le : ..... à .....

Le prisonnier était-il français (ou protégé français) à la date du décès ?

☐ OUI

☐ NON

Date et lieu du décès : .....

Degré de parenté avec l'auteur de la demande : .....

# RENSEIGNEMENTS SUR LA CAPTIVITE

## SITUATION A LA DATE DE LA CAPTURE

Capturé le :

à

comme

☐

MILITAIRE

Régiment :

☐

CIVIL

Le prisonnier civil était-il français (ou protégé français) à la date de la capture ?

OUI

☐

NON

☐

## DATES ET LIEUX DE DETENTION

CAMPS OU  
LIEUX DE  
DETENTION

1°

du

au

2°

du

au

3°

du

au

## BLESSURE OU MALADIE

Si l'ex-prisonnier a contracté une blessure ou une maladie en captivité, circonstances du fait à l'origine de la blessure ou de la maladie :

Nom et adresse des témoins de la blessure ou de la maladie :

La captivité a pris fin par :

☐

LIBERATION

☐

collective

☐

EVASION

☐

individuelle

☐

DECES EN DETENTION

Date de prise en charge du libéré ou de l'évadé par les autorités françaises ou par le comité international de la Croix-Rouge (préciser l'organisme de prise en charge):

# Formations sanitaires ayant prodigué leurs soins après la captivité :

## Date et sens de l'avis de la Commission des prisonniers du Viêt-Minh : .....

le

signature

**Décision :** \_\_\_\_\_

Notifiée au demandeur le : .....

## LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

### I - Par l'ex-prisonnier

- 1° Une copie de l'acte de naissance de l'ex-prisonnier, reproduisant, le cas échéant, les mentions portées en marge de cet acte.
- 2° Toutes pièces officielles et témoignages certifiés sur l'honneur, en possession du demandeur, concernant la matérialité des faits en rapport avec la capture et la détention (fournir l'original qui sera restitué)
- 3° **Uniquement pour les ex-supplétifs de l'armée française**, la décision d'assimilation des services effectués en cette qualité, à des services militaires.
- 4° **Uniquement pour les ex-prisonniers civils**, un certificat du tribunal d'instance compétent, attestant la nationalité française à la date de la capture par le Viet-Minh et à la date de la demande du titre de prisonnier du Viet-Minh.
- 5° Trois photographies de format d'identité en vue de l'établissement de la carte.

### II - Par l'ayant-cause

Fournir, outre les pièces n° 1, 2, 3 et 4, les documents suivants :

- 6° Une copie de l'acte de décès ou du jugement déclaratif de décès du prisonnier (seulement s'il n'est pas mentionné en marge de son acte de naissance).
- 7° Une copie de l'acte de naissance de l'ayant-cause qui présente la demande, reproduisant, le cas échéant, les mentions portées en marge de cet acte.
- 8° Si la demande est présentée par le conjoint du défunt :
  - a) un extrait de l'acte de mariage, s'il n'est pas mentionné en marge de l'acte de naissance du conjoint ou du défunt.
  - b) une déclaration sur l'honneur de non-séparation de corps et de non-divorce (à rédiger sur papier libre).
- 9° **Uniquement pour les ayants-cause de prisonnier civil**, un certificat du tribunal d'instance compétent attestant la nationalité française à la date du décès.